

LE TEMPS DU DOUTE

La plaidoirie des Cassandre porte, en ces temps incertains. Chacun peut en convenir : les doutes se multiplient, et fragilisent la confiance du plus grand nombre. Incertitudes économiques avant tout : l'excès d'endettement, une croissance « molassonne », et la trop faible inflation dressent un tableau d'ensemble assez préoccupant. Ce n'est pas le fait du hasard si, lors du sommet du G20, réuni les 4 et 5 septembre à Hangzhou, en Chine, l'OCDE et le FMI ont appelé à un « effort urgent » en faveur de mesures diversifiées de politique économique pour « redynamiser l'économie mondiale », sachant que la déflation plane sur celle-là. Incertitudes politiques ensuite, car ces temps raidissent les comportements électoraux, affectent le jugement autant que la raison, et poussent à l'édification de barrières autant morales que physiques. Bref, on en vient à douter de tout et de son contraire, de l'Europe et de la paix, du progrès et du bonheur, alors qu'il nous faudrait, aussi et peut-être surtout, douter de nos propres doutes.

Car enfin, la plaidoirie des Cassandre en appelle une autre, qui éclaire d'un jour nouveau l'image que nous avons du monde. Rappelons que ce débat sur la mondialisation, la technologie et le progrès, n'est pas neuf. Le progrès, justement, ambivalent par essence, est bien ce qu'en disait Victor Hugo : « Sans cesse le progrès, écrivait-il, roue au double engrenage, fait marcher quelque chose en écrasant quelqu'un ». Bien sûr qu'il y a des progrès douloureux, mais des hommes, des sociétés qui le condamneraient, se condamneraient eux-mêmes, condamneraient leurs enfants. Nous devons vivre avec cette « infirmité », croire en cette obligation. Il est incontestable que des centaines de milliers de Chinois et d'Indiens ne se seraient pas enrichis sans accéder aux marchés d'exportation et aux innovations technologiques. Mais il est tout aussi vrai que la mondialisation et le progrès ont dégradé les conditions de vie en Occident, en particulier celles des ouvriers les moins qualifiés. L'image du progrès

n'est donc pas celle d'un homme gravissant chaque jour une marche nouvelle, mais plutôt celle d'un joueur d'échec qui utiliserait du mieux qu'il peut son cavalier, qui progresse en sautant, parfois en avant, parfois en arrière. Nous sommes donc condamnés à jouer aux échecs afin que le progrès, aussi insatisfaisant soit-il, puisse perdurer.

I. FAIRE REVIVRE UN DESTIN COLLECTIF

L'Europe reste, à cet égard, un formidable objet d'analyse. Progresse-t-elle ? Les Cassandre feront remarquer qu'elle est en bien difficile situation, saisie par la peur de l'implosion. La mécanique est grippée, disent-ils, et la volonté des Européens semble flageolante, alors qu'il faudrait davantage de solidarité pour affronter les défis de la sécurité, de la migration, du chômage, et du populisme naissant. Comme le souligne Frans Timmermans⁽¹⁾ : « C'est la première fois, dans mon expérience concrète de la coopération européenne, que je pense que le projet pourrait réellement échouer ». De façon plus générale, certains font le constat que les crises ont toujours été salvatrices pour l'Union. C'est ce constat qui ne semble plus être d'actualité. Mario Monti, grand spécialiste de la politique européenne, souligne ainsi : « Les crises ne me paraissent plus générer d'énergie politique nouvelle, capable de nous faire aller de l'avant ».

C'est un triste constat, mais qui peut et doit être nuancé, car on oublie les apports de la construction européenne pour n'évoquer que nos faiblesses. Or, c'est un fait historique : depuis sa fondation, l'Europe a traversé 70 ans de paix ce qui n'était pas arrivé... depuis la guerre de Troie ! Le philosophe Michel Serres nous rappelle cette vérité première : « En regard de ce que j'ai vécu durant le premier tiers de ma vie, nous vivons des temps de paix. J'oserais même dire que l'Europe occidentale vit une époque paradisiaque ».

⁽¹⁾ Numéro deux de la Commission européenne

Pour que les citoyens en prennent davantage conscience, il est urgent d'inventer un nouveau mode collaboratif entre les différents partenaires, plus proche, plus efficace. Et ce mode doit aboutir à la création d'un statut véritable, celui de citoyen européen qui, aujourd'hui, fait cruellement défaut, car le projet européen requiert, par définition, une meilleure appropriation citoyenne. Et on ne dira jamais assez à quel point les jeunes générations ont, en la matière, un rôle notable à jouer afin de faire revivre ce destin collectif. Les termes du discours rebutent plus qu'ils ne rassurent. Ils décrivent, sans chaleur aucune, une partie des réalités auxquelles nous sommes tous confrontés, mais restent incapables d'entraîner l'opinion. L'Europe ne donne guère envie, voilà la vérité. Elle doit peut-être, elle doit sans doute se réveiller de sa torpeur, s'affirmer sur la scène internationale, et placer notre planète et ses populations, notre histoire et nos valeurs, ses institutions renouvées, au faite de l'édifice commun.

II. LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE EST EN MARCHÉ

C'est bien pourquoi il faut prêter la plus grande attention aux règles budgétaires édictées. Il en va de notre sérieux, de notre parole, et du respect que nous devons à cet édifice sans égal qu'une grande partie du monde nous envie. En 2005, le rapport Pebereau sur la dette le soulignait : *« Le respect de nos engagements européens en matière de finances publiques conditionne notre crédibilité au niveau de l'Union, et l'attention que porteront nos partenaires à nos propositions »*. S'affranchir de ces règles risquerait donc d'écorner la légitimité de notre pays à l'égard de la communauté internationale. Nous savons que nous devons ramener notre déficit à 2,8 % en 2017, une mesure rendue nécessaire par la courbe de température d'un patient qui ne cesse d'alarmer.

Et pourtant, une petite musique résonne étonnamment dans les états-majors politiques qui se préparent pour la primaire du mois de novembre. De tous côtés, ou presque, on souligne, main sur le cœur, son refus d'arrangement avec les comptes publics. Et pourtant... la petite musique est claire : *« Il ne s'agit pas de s'affranchir des règles, mais », « un déficit temporaire aurait du sens... », « Un nouveau délai*

doit pouvoir se négocier avec Bruxelles... ». Bref, l'objectif de repasser sous la barre des 3 % du PIB en 2017 ne semble plus être la priorité pour ce qu'il est convenu d'appeler la droite. C'est assez préoccupant, car la seule stratégie de croissance qui fonctionne, c'est celle qui consiste à mener davantage de réformes structurelles. Ce n'est qu'une fois que lesdites réformes auront porté leurs fruits, en termes de croissance, qu'il sera possible d'envisager de consacrer une part plus importante des économies sur les dépenses à des allègements d'impôts favorisant la croissance. Cela ne passe jamais, ni par plus de déficit, ni par plus de dette publique ! C'est dire que si le prochain gouvernement parvenait à convaincre une nouvelle fois les institutions européennes du « bien-fondé » d'une dégradation du déficit, la nouvelle en serait funeste pour notre pays. Mais il est plus facile de laisser filer un déficit que de mettre les bénéficiaires de la dépense publique face à leurs responsabilités...

Le salut, il faut l'espérer, viendra une fois de plus de la Commission Européenne et de l'Allemagne, excédée à juste titre de voir son premier partenaire européen abuser des entorses faites au pacte de stabilité et de croissance. Un voisin qui peut s'enorgueillir d'un bilan plus que satisfaisant : alors que les niveaux de dette publique étaient semblables entre les deux pays en 2010 – 81 % du PIB – il a, depuis, progressé de 15 points en France, et reculé de 10 points en Allemagne. Quant au taux de chômage, il culmine à 9,6 % dans l'Hexagone, contre 4,2 % outre-Rhin, où les salaires augmentent de nouveau après vingt ans de modération.

Il est donc peut-être plus opportun de s'interroger, aujourd'hui, sur l'avenir du monde industriel, plutôt que de s'abandonner au vertige budgétaire. La « quatrième » révolution industrielle – nous voulons parler du numérique – est en cours. Elle va bouleverser les systèmes de production, réduire les temps de cycle de production, accroître la flexibilité de l'organisation du travail et la polyvalence des tâches. Plus le temps passe, plus les entreprises industrielles seront confrontées à la concurrence de nouveaux acteurs qui contraindront – et c'est tant mieux – ces dernières à se réinventer. C'est de cela dont il faut impérativement parler.

**Union des Industries
et Métiers
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram
75 854 Paris cedex 17
<http://www.uimm.fr>
e-mail: uimm@uimm.fr